mutlog
l'homme au cœur du logement
SIREN 325 – 942 - 969

mutlog garanties
SIREN n° 384 – 253 - 605

Mutuelles soumises au livre II du code de la Mutualité

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE
ENSEMBLE DE COMBINAISON

EXERCICE 2016

Conformément aux articles 293 à 297 du règlement délégué, le Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière présente des informations sur :

- L'activité et les résultats de l'exercice,
- Le système de gouvernance de l'ensemble de combinaison,
- Le profil de risque de l'ensemble de combinaison,
- La valorisation à des fins de solvabilité,
- La gestion des fonds propres.

Le projet de ce rapport a été examiné et adopté en **conseil d'administration du 15 juin 2017**.

La structure du rapport est la suivante :

Table des matières

Synthèse **3**

1 – Activité et résultats de l'exercice **4**

La présentation de l'ensemble de combinaison : 4

La production de l'exercice 2016 : 5

Les encours en gestion au 31 décembre 2016 : 5

Les comptes sociaux de l'exercice 2016 : 6

2 – La gouvernance de l'ensemble de combinaison 10

L'Assemblée Générale : 10

Le Conseil d'Administration : 10

Le Comité d'Audit et des Risques : 13

Le Comité Financier : 14

Le Comité Produits : 14
Le Comité Reporting : 14
Le Comité des Rémunérations : 15
Le Comité Communication : 15
Le Comité Stratégique : 15
Administrateur référent sur Solvabilité 2 : 16
Les autres composantes du système de gestion des risques : 16
3 – Le profil de risque de l'ensemble de combinaison 19
Les risques bilanciels : 19
Les risques opérationnels : 23
La représentation du profil de risque par le capital de solvabilité requis (SCR): 23
Les autres risques : 25
4 – La valorisation à des fins de solvabilité 27
Le bilan économique (Solvabilité 2) au 31 décembre 2016 : 27
La valorisation des placements : 30
La valorisation des provisions techniques : 30
La valorisation des autres actifs et passifs : 31
La valorisation des impôts différés : 31
5 – La gestion du capital 32
Les fonds propres économiques au 31 décembre 2016 : 32
Les exigences réglementaires de capital : 32
Les ratios de solvabilité : 33
Les transactions intragroupes : 34
La gestion des fonds propres sur l'horizon du plan d'activité : 34
6 – Annexes : états financiers Solvabilité 2 35

Synthèse

L'ensemble de combinaison est constitué de MUTLOG et de MUTLOG Garanties :

- MUTLOG est une mutuelle du Code de la mutualité, spécialisée dans l'assurance des emprunteurs, agréée pour pratiquer les opérations relevant de la branche 20 (couverture des risques décès et perte totale et irréversible d'autonomie) ;
- MUTLOG Garanties est également une mutuelle du Code de la mutualité spécialisée dans l'assurance des emprunteurs, agréée pour pratiquer les opérations relevant des branches 1 et 2 (couverture du risque arrêt de travail) et 16 (couverture du risque chômage).

Placer « l'homme au cœur du logement », tel est l'engagement de MUTLOG et de MUTLOG garanties, qui dans le secteur si concurrentiel de la prévoyance des emprunteurs, constituent l'alternative mutualiste.

Résolument, la proposition de MUTLOG et MUTLOG Garanties participe de l'expression des valeurs de l'économie sociale et solidaire.

La gouvernance des deux mutuelles repose notamment sur :

- L'Assemblée Générale des Délégués représentant les adhérents, qui nomme les membres du Conseil d'Administration ;
- Le Conseil d'Administration et ses Comités, en charge de définir les orientations stratégiques de chacune des mutuelles ;
- Les dirigeants effectifs (Président et Dirigeant Opérationnel), qui mettent en œuvre la stratégie des mutuelles ;
- Le principe des « quatre yeux » selon lequel toute décision significative fait l'objet du double regard du Président et du Dirigeant Opérationnel ;
- Les fonctions clés, qui participent au pilotage et à la surveillance de l'activité sur leurs champs spécifiques ;
- Le principe de la personne prudente visant à ce que les investissements soient réalisés dans l'intérêt des adhérents.

Pour l'exercice 2016, l'ensemble de combinaison présente les indicateurs de référence suivants :

Chiffres clés (en euros)	**2016**	**2015**
Cotisations émises	16.229.947	17.416.028
Résultat net de l'exercice	+1.230.292	+2.452.707
Fonds propres économiques	83.925.023	83.080.348
Ratio de couverture du SCR	455%	485%

Ratio de couverture du MCR	1.134%	1.123%

1 – Activité et résultats de l'exercice

Conformément à l'article 293 du règlement délégué, ce chapitre traite de l'activité et des résultats de l'ensemble de combinaison.

La présentation de l'ensemble de combinaison :

L'ensemble de combinaison est constituée de MUTLOG et MUTLOG Garanties.

MUTLOG, inscrite sous le numéro SIREN 325-942-969, est une mutuelle régie par le livre II du code de la mutualité et agréée en février 2003, dont le siège social se situe au 75 Quai de Seine à Paris (75019). Elle propose les opérations relevant de la branche 20 : Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA) sur des garanties emprunteurs à personne physique.

MUTLOG Garanties, inscrite sous le numéro SIREN 384-253-605, est une mutuelle régie par le livre II du code de la mutualité et agréée en février 2003, dont le siège social se situe au 75 Quai de Seine à Paris (75019). Elle propose les opérations relevant :

- des branches 1&2 : Incapacité / Invalidité et Décès Accidentel
- de la branche 16 : perte pécuniaire, pour la garantie en Perte d'Emploi Indemnisée

sur des garanties emprunteurs à personne physique.

Depuis le 1er janvier 2017, MUTLOG et MUTLOG Garanties sont affiliées à la SGAM VIANA (MATMUT).

Les commissaires aux comptes de l'ensemble de combinaison sont :

Commissaires aux comptes titulaires :

Pascal PARANT du cabinet MAZARS
61 rue Henri Regnault
92075 LA DEFENSE Cedex

Pascal GUILLOT du Cabinet PRIMAUDIT
6 Place Boulnois
75017 PARIS

L'ensemble de combinaison est soumis à la supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), située au 61 rue Taitbout à Paris (75009).

La production de l'exercice 2016 :

L'activité de l'exercice est caractérisée par les nouvelles souscriptions.

Les encours en gestion au 31 décembre 2016 :

L'encours en gestion représente :

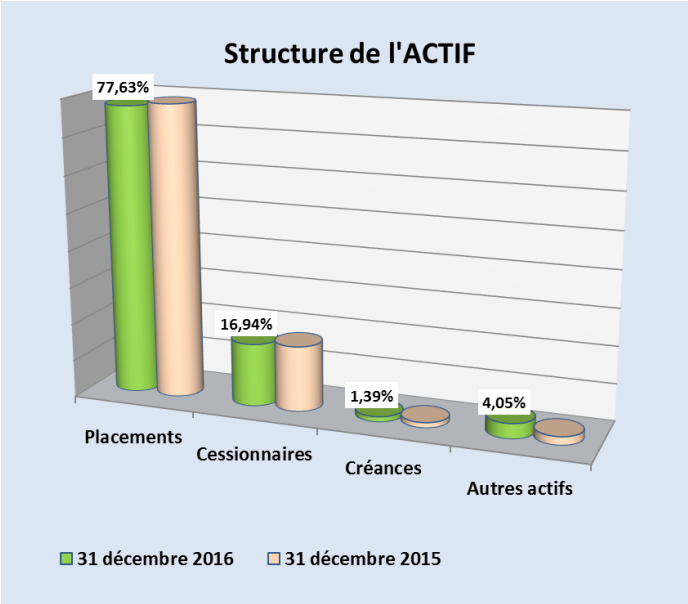
Encours en gestion	*2016*	*2015*
Nombre de têtes protégées	210.957	249.790
Capitaux initiaux garantis (milliards d'euros)	5,91	6,51

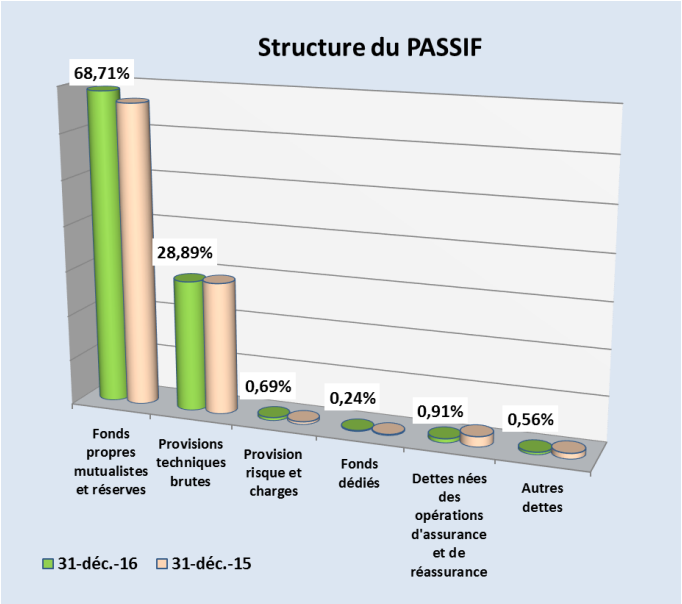
Au regard des différentes périodes de souscription, au 31 décembre, le segment des prêts bancaires représente 84% des encours placés sous gestion.

Les appels de cotisations émis au cours de l'exercice représentent 16,23 millions d'euros sur l'ensemble des branches d'activité.

Cotisations acquises (en millions d'euros)	*2016*	*2015*
décès – perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)	9,28	9,92
incapacité	6,05	6,48
Chômage	0,90	1,03
	16,23	**17,43**

Les comptes sociaux de l'exercice 2016 :





Bilan des comptes sociaux de l'ENSEMBLE DE COMBINAISON

ACTIF (en euros) -	31-déc.-16	31-déc.-15
Ecarts d'acquisition	**0,00**	**0,00**
Actifs incorporels -	**42,00**	**36,00**
-- Terrains et constructions	3 418 418,85	3 539 271,61
-- Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquels existe un lien de participation.	0,00	0,00
-- Autres placements	90 143 826,94	93 090 874,54
Placements des entreprises d'assurance	**93 562 245,79**	**96 630 146,15**
Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de comptes	**0,00**	**0,00**
Placements des entreprises du secteur bancaire	**0,00**	**0,00**
Placements des autres entreprises	**0,00**	**0,00**
Titres mis en équivalence	**0,00**	**0,00**
Part des garants dans les eng techni donnés en substitution	**0,00**	**0,00**
-- Provisions techniques (Vie)	3 181 370,94	3 747 006,08
-- Provisions techniques (non Vie)	17 231 810,86	17 891 739,80
-- Provisions techniques des opérations en unités de comptes	0,00	0,00
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**20 413 181,80**	**21 638 745,88**
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	1 671 458,17	1 710 534,61
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	**1 671 458,17**	**1 710 534,61**
Créances sur la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**0,00**	**0,00**
Créances sur les entreprises du secteur bancaire	**2 183 557,82**	**318 967,67**
Autres créances	83 307,88	88 350,64
Autres créances	**83 307,88**	**88 350,64**
-- Immobilisations corporelles	682 266,85	893 159,96
-- Autres	1 929 699,87	1 458 800,11
Autres actifs	**2 611 966,72**	**2 351 960,07**
Différences de conversion	**0,00**	**0,00**
TOTAL DE L'ACTIF	**120 525 760,18**	**122 738 741,02**

Bilan des comptes sociaux de l'ENSEMBLE DE COMBINAISON

PASSIF (en euros) -	31-déc.-2016	31-déc.-2015
– Fonds d'établissement	8 050 000,00	8 050 000,00
– Réserves et report à nouveau	73 536 947,62	71 084 241,01
-- Résultat de l'exercice	1 230 291,78	2 452 706,61
– Fonds de dotation avec droit de reprise	0,00	0,00
– Subventions nettes	0,00	0,00
Fonds propres mutualistes et réserves	**82 817 239,40**	**81 586 947,62**
Intérêts minoritaires	**0,00**	**0,00**
Passifs subordonnés	**0,00**	**0,00**
– Provisions techniques vie	13 057 386,13	13 357 830,80
– Provisions techniques non vie	21 758 589,72	22 427 314,97
Provisions techniques brutes	**34 815 975,85**	**35 785 145,77**
Provisions techniques en UC	**0,00**	**0,00**
Engagements techniques sur opérations données en substitution	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges	**826 875,38**	**740 551,61**
Fonds dédiés	**293 500,90**	**320 001,93**
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	**1 096 769,04**	**2 782 567,88**
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancair	**0,00**	**0,00**
Dettes représentées par des titres	**0,00**	**0,00**
Dettes envers les entreprises du secteur bancaires	**0,00**	**0,00**
Autres dettes	382 624,84	1 236 458,77
Autres dettes	**382 624,84**	**1 236 458,77**
Comptes de régularisation passif	292 774,77	287 067,44
Comptes de régularisation passif	**292 774,77**	**287 067,44**
Différence de conversion	**0,00**	**0,00**
TOTAL DU PASSIF	**120 525 760,18**	**122 738 741,02**

Après retraitement de la provision pour risque d'exigibilité et de l'impôt différé, la constitution du résultat net global de l'ensemble de combinaison s'effectue par catégories d'opérations vie et non vie :

Constitution du résultat combiné	Opérations vie	Opérations non vie	Comptes combinés
Résultat des comptes sociaux	173 639,27	1 066 174,04	1 239 813,31
Retraitement PRE	0,00	0,00	0,00
Retraitement impôt différé	-11 357,72	1 836,19	-9 521,53
Résultat des comptes combinés	**162 281,55**	**1 068 010,23**	**1 230 291,78**

Le résultat net global est excédentaire de 1.230.292 euros.

Comptes de résultat de l'ENSEMBLE DE COMBINAISON

	31 décembre 2016						31-déc.-15
Expression en euros	Opérations vie	Opérations non vie	autres activités mutualistes	activités bancaires	autres activités	total N	N-1
Cotisations acquises	**9 277 997,65**	**6 951 949,37**	0,00	0,00	0,00	**16 229 947,02**	**17 416 027,76**
Produits d'exploitation bancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chiffres d'affaires ou produits des autres activités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	**170 544,09**	**782 096,79**	0,00	0,00	0,00	**952 640,88**	**1 031 636,79**
Produits financiers nets de charges	**1 389 276,27**	**1 369 320,30**	0,00	0,00	0,00	**2 758 596,57**	**3 468 277,57**
Total des produits d'exploitation courants	**10 837 818,01**	**9 103 366,46**	0,00	0,00	0,00	**19 941 184,47**	**21 915 942,12**
Charges de prestations	*-3 036 480,24*	*-5 435 317,90*	0,00	0,00	0,00	*-8 471 798,14*	*-9 247 826,04*
Charges de provisions	*-595 801,81*	*410 641,53*	0,00	0,00	0,00	*-185 160,28*	*1 442 515,08*
Autres provisions pour égalisation	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	0,00	*0,00*	*0,00*
Charges de prestations d'assurance	**-3 632 282,05**	**-5 024 676,37**	0,00	0,00	0,00	**-8 656 958,42**	**-7 805 310,96**
Charges ou produits nets des opérations données	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Cotisations cédées	*-5 818 777,43*	*-4 302 650,78*	0,00	0,00	0,00	*-10 121 428,21*	*-10 417 378,96*
Prestations cédées	*2 366 208,87*	*3 807 715,36*	0,00	0,00	0,00	*6 173 924,23*	*5 904 831,62*
Commissions reçues du réassureur	*531 501,94*	*394 772,20*	0,00	0,00	0,00	*926 274,14*	*980 460,33*
Charges ou produits nets des cessions en réassura	**-2 921 066,62**	**-100 163,22**	0,00	0,00	0,00	**-3 021 229,84**	**-3 532 087,01**
Charges d'exploitation bancaires	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Charges des autres activités	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Frais d'acquisition	*-2 056 967,13*	*-1 068 195,24*	0,00	0,00	0,00	*-3 125 162,37*	*-3 262 814,71*
Frais d'administration	*-1 980 723,87*	*-1 314 000,99*	0,00	0,00	0,00	*-3 294 724,86*	*-3 530 974,79*
Autres charges techniques et non techniques	*-68 623,90*	*-635,18*	0,00	0,00	0,00	*-69 259,08*	*-86 579,16*
Charges de gestion	**-4 106 314,90**	**-2 382 831,41**	0,00	0,00	0,00	**-6 489 146,31**	**-6 880 368,66**
Total des charges d'exploitation courantes	**-10 659 663,57**	**-7 507 671,00**	0,00	0,00	0,00	**-18 167 334,57**	**-18 217 766,63**
Résultat d'exploitation courante	**178 154,44**	**1 595 695,46**	0,00	0,00	0,00	**1 773 849,90**	**3 698 175,49**
Autres produits nets	**11,17**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**11,17**	**12,19**
Produits exceptionnels	*808,80*	*477,21*	0,00	0,00	0,00	*1 286,01*	*8 510,90*
Charges exceptionnelles	*-78,59*	*-3 918,11*	0,00	0,00	0,00	*-3 996,70*	*-5 486,95*
Résultats exceptionnels	**730,21**	**-3 440,90**	0,00	0,00	0,00	**-2 710,69**	**3 023,95**
Impôt sur le résultat	-16 614,27	-524 244,33	0,00	0,00	0,00	-540 858,60	-1 248 505,02
Impôt sur le résultat	**-16 614,27**	**-524 244,33**	0,00	0,00	0,00	**-540 858,60**	**-1 248 505,02**
Impact de l'entrée en fiscalité à l'ouverture	**0,00**	**0,00**				**0,00**	**0,00**
Résultat intermédiaire	**162 281,55**	**1 068 010,23**	0,00	0,00	0,00	**1 230 291,78**	**2 452 706,61**
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Engagements à réaliser sur ressources affectées	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Résultat net des entreprises intégrées	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Quote part des entreprises mises en équivalence	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Intérêts minoritaires	**0,00**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Résultat net de l'ensemble combiné	**162 281,55**	**1 068 010,23**	0,00	0,00	0,00	**1 230 291,78**	**2 452 706,61**

2 – La gouvernance de l'ensemble de combinaison

Conformément à l'article 294 du règlement délégué, ce chapitre présente les composantes du système de gouvernance et leur organisation.

Les instances statutaires des deux mutuelles du groupe se réunissent simultanément.

Les deux mutuelles disposent des mêmes moyens humains, des mêmes supports de logiciels et d'un système unifié de gestion des risques prenant en compte les spécificités de l'activité de chacune des deux mutuelles.

L'Assemblée Générale :

Les délégués de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont été convoqués en assemblée générale le 14 juin 2016.

L'Assemblée Générale délibère essentiellement sur les sujets suivants :

- Examen et approbation des comptes, rapport de gestion, rapport des commissaires aux comptes,
- Approbation du rapport spécial sur les conventions réglementées,
- Renouvellement des traités de réassurance,
- Indemnités allouées,
- Délégation donnée au conseil d'administration pour la détermination des cotisations et des prestations,
- Modification des statuts et règlements mutualistes.

Dans le respect du code de la Mutualité, l'Assemblée Générale composé des délégués de sections nomme les membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration :

Les membres du Conseil d'Administration, nommés par l'Assemblée Générale, élisent les membres du bureau.

Les attributions du Conseil d'Administration sont définies dans les statuts.

Par les statuts, « Le conseil peut confier l'exécution de certaines missions sous sa responsabilité et son contrôle, soit au bureau, soit au Président, soit à un ou plusieurs administrateurs, soit à une plusieurs commissions ».

Il nomme le Dirigeant Opérationnel et détermine ses attributions.

Les statuts définissent également les attributions du Président, du Secrétaire Général et du Trésorier Général qui peuvent – après autorisation du Conseil – confier l'exécution de certaines tâches qui leurs incombent.

Les délégations de pouvoirs utiles à la direction effective du dirigeant opérationnel sont adoptées par le Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation aux cadres du Comité de Direction.

Les domaines concernés sont :

- la gestion courante,

- les ressources humaines,
- les obligations prudentielles, la fiscalité, la comptabilité et la gestion financière,
- l'informatique,
- les placements,
- la lutte contre le blanchiment,
- la communication,
- le droit économique, le droit de la concurrence, le droit de la consommation.

Les collaborateurs membres du Comité de Direction, bénéficient de subdélégation de pouvoirs du dirigeant opérationnel, dans leur domaine de compétence, pour l'accomplissement de leur mission.

L'organisation du Conseil d'Administration

Dans le respect des statuts, les instances statutaires, tiennent régulièrement des réunions de Conseil d'Administration et des Bureaux qui peuvent précédés les conseils.
Les membres du Bureau préparent les travaux du Conseil d'Administration, lui-même fixant la stratégie des mutuelles et préparant les Assemblées Générales.

Dans le cadre de ses missions statutaires, au cours de l'exercice 2016, les instances statutaires se sont réunies :

- 3 fois en Bureau,
- 7 fois en Conseil d'Administration,
- 1 fois en Assemblée Générale.

Chaque réunion est précédée d'une convocation du Président aux administrateurs, cette convocation intégrant un dossier qui contient tous documents nécessaires à l'examen des points de l'ordre du jour et les supports de travail.
Ainsi, les points de l'ordre du jour font l'objet de notes techniques établies à la demande et sous le contrôle du Président et/ou du Trésorier, par le Dirigeant Opérationnel et/ou les Directeurs d'unité, ces dossiers étant adressés aux membres une dizaine de jours avant la réunion.

A chaque réunion, la liste d'émargement permet au Président le contrôle du taux de présence et du quorum nécessaire à la validité des décisions prises. En 2016, le taux de présence des administrateurs aux réunions a été de 70,42% (76,06% en 2015 ; 79,05% en 2014 ; 76,03% en 2013 ; 80, 95% en 2012 ; 67,00% en 2011).

Durant la réunion, certains directeurs d'unités sont invités à assister au Conseil d'Administration.
Par ailleurs, de droit, un représentant des salariés assiste aux séances du Conseil d'Administration.

Chaque point de l'ordre du jour donne lieu à :

- la présentation des enjeux,
- des échanges,
- un vote de résolutions.

Lors de l'exercice 2016, les administrateurs ont adopté :

- Le rapport de solvabilité
- Comptes sociaux et annexes
- Comptes combinés et annexes
- Rapport sur la réassurance
- Reporting d'ouverture Solvabilité II : bilan prudentiel, SCR
- Rapport régulier au contrôleur (RSR)
- Rapport sur les écarts de valorisation entre Solvabilité I et Solvabilité II
- L'état C6bis

- Le rapport EIRS
- Le rapport actuariel
- Le cadre de référence de la politique de placements 2017
- Le rapport du contrôle interne
- Le plan de contrôle interne
- Le plan d'audit interne
- Les politiques écrites

Compétence et honorabilité

Selon les attributions de chacun des membres du Conseil d'Administration, la compétence est vue sous l'angle de l'expérience professionnelle et du degré de participation à la comitologie.

S'agissant de l'honorabilité, les mutuelles sollicitent annuellement, en tout début d'exercice, de chaque administrateur la production d'un extrait de casier judiciaire. Sur la campagne 2016, le taux de retour est de 100 %.

Les membres du Conseil d'Administration disposent collectivement de la compétence nécessaire à l'activité des garanties emprunteurs, la gestion financière, le suivi et la stratégie de la réassurance, l'analyse comptable et statistique, la veille réglementaire et l'entrée en application de Solvabilité 2.

Individuellement, l'approche de la proportionnalité est fonction des attributions au sein du Conseil d'Administration.

Par ailleurs, régulièrement, il est proposé des séances de formations sur des sujets bien précis.

En 2016, les administrateurs ont suivi 3 sessions de formation regroupant les thèmes suivants :

- la mise en œuvre progressive de Solvabilité 2,
- l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS),
- les outils de maitrise des comptes et du bilan prudentiel,
- les rapports à destination de l'ACPR : le rapport public sur la solvabilité et la situation financière (SFCR), le rapport au contrôleur de l'ACPR (RSR) et le rapport actuariel.

Les administrateurs ont été régulièrement informés des évolutions législatives et réglementaires intéressant les mutuelles.

Outre leur présence en Assemblée Générale, les délégués de section sont invités à des réunions d'information a minima 2 fois par an, tant sur la stratégie de la mutuelle que sur les aspects plus techniques.

Le principe des « 4 yeux »

Les Conseils d'Administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont désigné deux dirigeants effectifs :

- Monsieur Philippe BRUNET, Président du Conseil d'Administration, en qualité de dirigeant effectif en application des articles L.211-13 et R.211-15 du Code de la mutualité,
- Monsieur Hubert DUMONT SAINT PRIEST, Directeur Général, en qualité de dirigeant effectif en vertu de ces mêmes articles, ainsi qu'en qualité de Dirigeant Opérationnel en application de l'article L.211-14 du Code de la mutualité.

Le Président et le Dirigeant Opérationnel ont adressé à l'ACPR par courrier et sous format électronique, le formulaire de nomination ou de renouvellement de dirigeant effectif, complété de leur pièce d'identité en cours de validité, d'un curriculum vitae, de l'extrait du procès-verbal ayant procédé à leur nomination, du bulletin n°3 du casier judiciaire et de la déclaration de non condamnation relative au I de l'article L 114-21 du code de la mutualité.
Le bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois est demandé annuellement.

Dans le respect du principe des « 4 yeux » et l'objectif d'une coopération efficace entre eux, les deux dirigeants effectifs ont constitué un comité exécutif.

Politique de rémunérations

Dans le respect de l'article L 114-26, les indemnités allouées aux Président et Trésorier Général du Conseil d'Administration sont adoptées annuellement en Assemblée Générale.

Les membres du conseil d'administration voient leurs frais de déplacements et de séjours remboursés sur présentation de justificatifs et selon les modalités définies au plan fédéral.

Au titre de l'exercice 2016, les indemnités allouées sont :

- Au Président et au Trésorier Général (jusqu'au 30 juin 2016) du Conseil d'Administration :
  - MUTLOG : 24.135 euros ;
  - MUTLOG Garanties : 24.135 euros.
- Sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours de l'ensemble des administrateurs :
  - MUTLOG : 15.683 euros ;
  - MUTLOG Garanties : 17.259 euros.

Le Comité d'Audit et des Risques :

Créé en 2007, le Comité d'Audit et des Risques compte 7 membres, élus pour 3 ans. Il s'assure de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le comité s'est réuni 5 fois au cours de l'exercice 2016 et a notamment travaillé sur les différentes provisions, les seuils d'alerte et d'appétence au risque, la réassurance et le rapport EIRS. Il a examiné le rapport du contrôle interne de l'exercice 2016, auditionné les commissaires aux comptes dans le cadre de l'arrêté des comptes 2016.

Un rapport sur son activité est présenté au conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration adoptent annuellement, le plan des travaux à réaliser sur l'exercice suivant.

Dates	TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DES RISQUES
23 mars 2016	• Revue du rapport actuariel (partie 1 : suivi des tables d'expérience et d'incapacité, provisionnement), • Tracfin, • Revue de la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration, • Revue du rapport de contrôle interne.
19 Avril 2016	• Revue des restituables Solvabilité I (solo + groupe) : ✓ comptes (conclusions des commissaires aux comptes et points de divergence éventuelle/d'incompréhension), ✓ rapport de solvabilité, ✓ rapport sur la réassurance.
11 mai 2016	• Revue des restituables Solvabilité II (solo + groupe) : ✓ reporting d'ouverture, ✓ rapport régulier au contrôleur (RSR), ✓ rapport actuariel (partie 2), ✓ rapport sur les écarts de valorisation entre SI et SII.

Dates	TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DES RISQUES
	• Examen des seuils de dégradation en préparation de l'EIRS.
19 octobre 2016	• Plan de développement à horizon 5 ans (2017-2021), • EIRS (solo + groupe) : revue des résultats et des rapports EIRS.
23 Novembre 2016	• Mission des commissaires aux comptes pour l'exercice 2016 : faits significatifs, • Présentation des commissaires aux comptes de la mission, programme de travail et plan d'audit, • Revue de la politique écrite des risques, • Revue des délégations de pouvoir, • Plan des missions du comité pour l'exercice suivant. Fixation du planning.

Le Comité Financier :

Crée en 2013, le Comité Financier, de nature consultative, a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans sa définition stratégique comme dans sa gouvernance de la politique des placements.

Le comité est composé de cinq membres au plus désignés par le conseil d'administration.

Il mène une réflexion sur l'allocation des actifs et leur adossement aux passifs, en tenant compte du niveau de risque souhaité et de la consommation de fonds propres associée.

Il s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2016.

Le Comité Produits :

Le Comité Produits constitue un lieu d'échange et de travail sur l'élaboration de nouveaux produits. Il est composé d'administrateurs – assistés de certains collaborateurs - particulièrement au fait des questions d'assurance et de crédit, comme proches d'associations de consommateurs.

Le Comité Produits a été réuni 2 fois avec pour objectif :

- La mise à jour des conditions générales actuelles par rapport aux critères du CCSF et aux demandes des banques,
- mise en place de la digitalisation de la souscription.

Le Comité Reporting :

Créé par le conseil d'administration du 23 octobre 2014, sa mission est de déterminer une présentation d'indicateurs clés pertinents pour la communication interne et celle destinée au public. Le Comité Reporting a été réuni 2 fois au cours de l'exercice 2016. Il a particulièrement travaillé sur la présentation des statistiques de la production et la validation des dossiers tant vis-à-vis des instances que vis-à-vis du public.

Le Comité des Rémunérations :

Créé en 2013, il est composé de 3 personnes appartenant au Bureau du Conseil d'Administration des mutuelles : le Président, un Vice-Président, le Trésorier Général.

Etant rappelé que seul le Groupement d'Intérêt Economique « GIE Groupe ACMIL » a qualité d'employeur des équipes administratives, le comité des rémunérations a vocation à :

- Décider de la rémunération du Dirigeant Opérationnel et avantages en nature comme des gratifications particulières,
- Donner son avis consultatif sur, notamment :
    - la rémunération, les éventuels avantages en nature, voire s'il en existe, les gratifications allouées aux directeurs classés cadres supérieurs,
    - l'échelle des rémunérations en vigueur dans l'entreprise entre cadres supérieurs et non cadres.
    - l'échelle de rémunération entre les cadres supérieurs,
    - toute question, exprimée par le Président ou le Dirigeant Opérationnel, qui a trait, par exemple, à l'évolution des avantages sociaux.

Le comité des rémunérations s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2016.
Les principes de rémunérations sont décrits par la politique écrite sur les rémunérations internes.
Les rémunérations sont fixes pour l'ensemble des équipes administratives.
Les rémunérations variables relèvent de :

- l'application du contrat d'intéressement pour l'ensemble des salariés,
- de l'attribution éventuelle de primes exceptionnelles fixées par les 2 dirigeants effectifs au bénéfice des équipes administratives, et dans la limite du budget.

MUTLOG et MUTLOG Garanties (via le GIE) ne pratiquent pas de rémunérations variables basées sur la performance individuelle.

Le Comité Communication :

Le Comité Communication a été réuni à trois reprises en 2016. Le comité a décidé la refonte du site internet de MUTLOG, élément important du lancement commercial d'Altus Evolution.

Ce site, accessible d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un téléphone, propose notamment une solution de tarification en ligne venant se conclure par la réalisation d'un devis.

Par ailleurs ce site a développé un onglet institutionnel qui regroupe l'historique de l'ACMIL et de MUTLOG.

Le Comité Stratégique :

Les conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG garanties ont décidé la création d'un Comité Stratégique ACMIL / MUTLOG et ont adopté une charte de ce dit-comité le 17 décembre 2015.

Ce comité s'est réuni le 26 octobre 2016 afin d'aborder les relations avec les partenaires sociaux tant pour le développement du nouveau produit d'ALTUS EVOLUTION que pour l'agrément des organisations syndicales pour ce nouveau produit.

Administrateur référent sur Solvabilité 2 :

Le 2ème Vice-Président du Conseil d'Administration est l'administrateur référent sur le dossier Solvabilité 2. Il lui appartient d'intervenir devant le Conseil d'Administration ou le Bureau chaque fois que le Président ou lui-même le juge nécessaire, en fonction de l'évolution du dossier.

Les autres composantes du système de gestion des risques :

Les comités administratifs

Sur le plan administratif, les mutuelles sont dotées des comités suivants :

- Le Comité de Direction,
- Le Comité de Coordination des Risques et de Contrôle qui a pour rôle d'étudier l'évolution de la situation des risques et des contrôles internes, les évolutions de la cartographie des risques, les résultats des contrôles en matière de conformité, et les résultats en matière de contrôle interne ; il a pour vocation de décider des actions à mettre en œuvre sur ces différents thèmes,
- Le Comité Stratégique Informatique, mis en place en 2016, qui définit le schéma directeur du système d'information à l'horizon de 5 ans, ce schéma directeur s'appuyant sur le recensement des besoins et le degré de satisfaction des prestations qui sont présentés, sous couvert de la Direction technique et financière, par le sous-directeur des systèmes d'information ; le comité examine également les processus concernant la sécurité des systèmes d'information et la continuité d'activité et décide des actions à mener sur ces sujets,
- Les réunions de délégués du personnel.

Les fonctions clés

Les mutuelles disposent de 4 fonctions clés :

- La fonction gestion des risques, assurée par Monsieur Jacques FRENEA,
- La fonction actuarielle, assurée par Monsieur Maxime GLEISE,
- La fonction conformité, assurée par Madame Laurence LEBLANC,
- La fonction audit interne, assurée par Monsieur Luc de SEIGNEURENS.

La mise en œuvre de la fonction gestion des risques s'appuie sur le Comité de Coordination des Risques et de Contrôle, composé des cadres de direction. Ses principales missions sont la conception et la coordination du système de gestion des risques et la mise en œuvre des composantes du dispositif d'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (EIRS).

La fonction actuarielle assure la coordination et validation du calcul des provisions techniques et le suivi des équilibres techniques et du programme de réassurance. Elle contribue également à la mise en œuvre du système de gestion des risques en pilotant le calcul des éléments de solvabilité aux normes Solvabilité 2 et de l'EIRS et en assurant le suivi du dispositif d'appétence au risque.

La fonction conformité assure le pilotage du dispositif de conformité des mutuelles, qui vise principalement à :

- S'assurer de la conformité des produits et des processus avec les lois et les réglementations,
- Identifier et évaluer les risques de non-conformité,
- Vérifier l'adéquation des mesures adoptées en prévention du risque de non-conformité.

La fonction conformité assure également le pilotage du dispositif de lutte contre le blanchiment (LCB-FT).

La politique d'audit interne décrit l'organisation et les missions de la fonction audit interne, dont l'objectif est d'organiser et réaliser des contrôles périodiques ciblés. La fonction d'audit interne établit annuellement un rapport à l'intention du Conseil d'Administration sur les audits en cours, effectués ou programmés et y synthétise les observations formulées à ces différentes occasions et ses recommandations.
Le plan d'audit triennal 2017-2019 a été approuvé par le conseil d'administration de décembre 2016.

Les fonctions clés ont adressé à l'ACPR par courrier et sous format électronique le formulaire de nomination ou de renouvellement de fonction clef, complété de leur pièce d'identité en cours de validité, d'un curriculum vitae, de l'extrait du procès-verbal ayant procédé à leur nomination, du bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois et de la déclaration de non condamnation relative au I de l'article L 114-21 du code de la mutualité.
Le bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois est demandé annuellement.

Le contrôle interne

Au sein des mutuelles, le dispositif de contrôle interne vise à assurer :

- l'application des instructions et décisions fixées par les dirigeants effectifs et les instances de gouvernance,
- le bon fonctionnement des processus internes : habilitations et délégations de signatures,
- la fiabilité des informations financières,
- la fiabilité des informations techniques et commerciales.

Le contrôle interne est effectué sur 3 niveaux :

- 1e niveau : le contrôle permanent effectué dans les services opérationnels et les systèmes d'information,
- le 2ème niveau : le contrôle effectué par certaines fonctions clés,
- le 3ème niveau : le contrôle périodique effectué dans le cadre d'un organe indépendant et objectif (audit interne, commissaires aux comptes / cabinet d'audit ….).

Les politiques écrites

Elles formalisent les règles et principes de la gestion des mutuelles.

Lors de l'exercice 2016, les administrateurs ont adopté les politiques écrites suivantes :

- Politique de gestion du risque souscription et de provisionnement
- Politique de gestion du risque d'investissement
- Politique de gestion du risque de liquidité et concentration
- Politique de gestion du risque opérationnel
- Politique de réassurance et des autres techniques d'atténuation du risque
- Politique Critère pour appliquer les corrections pour volatilité
- Politique Valorisation actif passif
- Politique Reporting au superviseur
- Politique Reporting au public
- Politique Contrôle interne
- Politique Conformité
- Politique Audit interne
- Politiques d'exigence de compétence et d'honorabilité
- Politique en matière de sous-traitance
- Politique de rémunération
- Politique sur les conventions de rémunération
- Politique Plan de Continuité d'Activité (PCA)
- Politique Gestion des fonds propres et d'adéquation du capital
- Politique Activité de prêts
- Politique de dividendes
- Politiques d'adéquation du capital
- Politique EIRS / ORSA
- Politique Contrôle et qualité des données

L'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (EIRS)

Au sein des mutuelles, le processus EIRS couvre les objectifs suivants :

- Contribuer au suivi du profil de risque des mutuelles : identifier les risques, les quantifier et les hiérarchiser, définir les moyens et dispositifs pour les maîtriser,
- Participer à l'élaboration des décisions stratégiques, en particulier en traduisant de manière quantitative et prospective les décisions stratégiques des mutuelles sur les différents aspects de son activité,
- Evaluer et analyser le besoin global de solvabilité (BGS) sur l'horizon du plan stratégique nécessaire pour mettre en œuvre ces décisions,
- Vérifier que les choix stratégiques respectent, sur l'horizon du plan d'affaires, les exigences réglementaires en termes de fonds propres ainsi que l'appétence au risque défini par les conseils d'administration des mutuelles, y compris dans des scénarii de stress,
- Contrôler a posteriori le respect de l'appétence au risque,
- Vérifier que les provisions techniques sont calculées conformément aux exigences réglementaires.

Les travaux relevant du processus EIRS sont synthétisés dans un rapport produit une fois par an et transmis à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

La sous-traitance

L'externalisation – dont les règles et principes sont décrits dans la politique écrite sur la sous-traitance - porte essentiellement sur les activités mise en sous-traitance pour les opérations importantes telles que :

- La commercialisation des garanties d'assurance emprunteurs par des apporteurs d'affaires,
- Une partie de la gestion administrative des contrats (encaissement des cotisations et règlement des prestations),
- La sélection médicale,
- L'accompagnement de certains projets spécifiques tels que mise en œuvre de la Gestion Electronique des Documents (GED) ou d'autres projets informatiques majeurs,
- L'accompagnement / appui conseil d'experts : notamment consultations juridiques spécifiques,
- La transparisation des OPCVM,
- L'établissement et le suivi des tables d'expérience.

L'ensemble des délégataires sont basés en France.

3 – Le profil de risque de l'ensemble de combinaison

Les risques bilanciels :

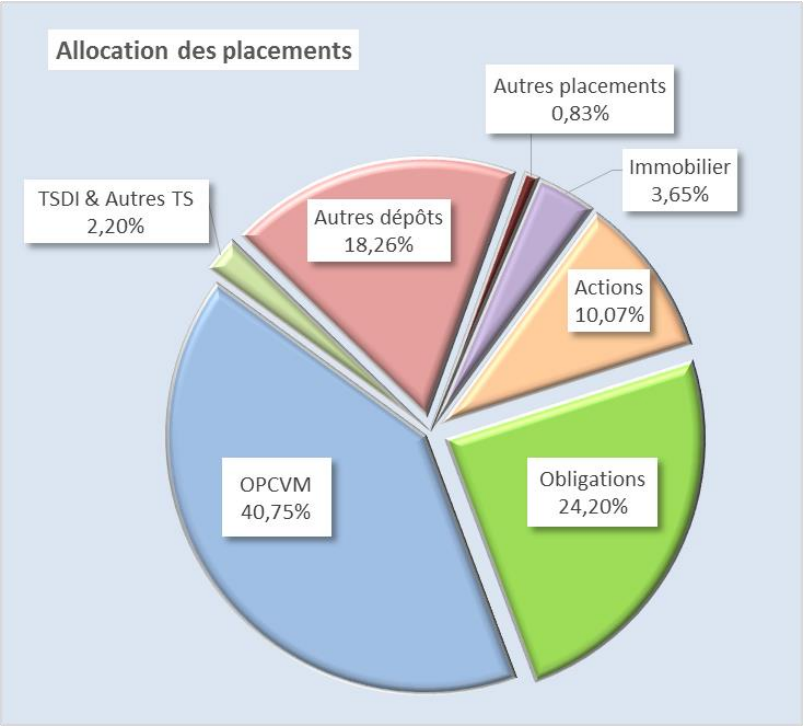
La structure bilancielle de l'ensemble de combinaison est représentative de son activité d'assurance. Son profil de risque est donc tout à fait standard par rapport aux activités d'assurance portées par les deux mutuelles qui le constituent (assurance Décès-PTIA, incapacité/invalidité et perte d'emploi d'emprunteurs).

Le risque de marché

Les actifs de l'ensemble de combinaison sont constitués essentiellement d'un portefeuille de valeurs mobilières de placements de 93,562 millions d'euros au 31 décembre 2016 (valeur nette comptable).

L'allocation d'actifs est constituée de :

Etat récapitulatif des placements	valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	valeur de réalisation
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'actif)			
Total 1- Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 097 118	3 418 419	5 130 584
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	9 491 756	9 423 670	9 635 020
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	38 902 186	38 902 186	38 995 185
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	0	0	0
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	24 700 317	24 700 317	27 168 950
Total 6 - Prêts hypothécaires	0	0	0
Total 7 Autres prêts et effets assimilés	31 619	31 619	31 619
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	0	0	0
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	17 086 035	17 086 035	17 084 447
Total 10 - Actifs réprésentatifs des opérations en unités de comptes	0	0	0
TOTAL des lignes 1 à 10 :	**94 309 030**	**93 562 246**	**98 045 806**



Le portefeuille ainsi constitué est soumis au risque de variations des valeurs des actifs :

- Risque de baisse de la valeur des actions ;
- Risque de variation de la valeur des actifs immobiliers ;
- Risque de variation des taux d'intérêt ;
- Risque de dégradation de la qualité de signature des émetteurs obligataires ;
- Risque de variation des taux de change ;
- Risque de concentration.

Afin d'assurer une gestion saine des investissements, ceux-ci sont soumis à des règles et limites décrites dans la politique écrite de gestion du risque d'investissement, conformément au « principe de la personne prudente » énoncé à l'article 132 de la directive Solvabilité 2.

Le risque de souscription

Au passif, les mutuelles constatent des provisions techniques, qui matérialisent leurs engagements vis-à-vis des adhérents au titre des garanties Décès-PTIA, Incapacité/Invalidité et Perte d'Emploi d'emprunteurs que ceux-ci ont souscrit.

Les engagements techniques des comptes sociaux, en brut de réassurance, se décomposent comme suit :

Engagements techniques, bruts de réassurance (en euros)	*2016*	*2015*
Provision d'assurance vie	3.466.552	2.850.750
Provision pour sinistre à payer vie	2.586.664	3.482.910
Provision pour participation aux excédents	7.024.170	7.024.170
Provision pour égalisation	0	0
Provision pour risque d'exigibilité	0	0

Engagements techniques, bruts de réassurance (en euros)	*2016*	*2015*
Total des engagements techniques vie	**13.057.386**	**13.357.831**
Provision pour cotisations non acquises non-vie	794.978	1.062.377
Provision pour sinistre à payer non-vie	4.864.537	4.855.221
Provision mathématique non-vie	15.957.244	16.420.147
Provision pour égalisation	0	0
Provision pour risque d'exigibilité	0	0
Provision pour risque croissant non-vie	129.500	58.700
Provision sur engagement	12.331	30.870
Total des engagements techniques non-vie	**21.758.590**	**22.427.315**
Total des engagements techniques vie et non-vie	**34.815.976**	**35.785.146**

De par la nature des garanties couvertes par la mutuelle, ses engagements techniques sont soumis aux risques suivants :

- Risque de hausse de la mortalité (tendance et/ou évènement catastrophique ponctuel) ;
- Risque de hausse des entrées et durée de maintien en incapacité/invalidité (tendance et/ou évènement catastrophique ponctuel) ;
- Risque de hausse des entrées et durée de maintien au chômage (tendance et/ou évènement catastrophique ponctuelle) ;
- Risque de hausse des remboursements anticipés ;
- Risque de hausse des charges d'exploitation.

Les mutuelles disposent d'une protection en réassurance, matérialisée par les traités de réassurance suivants, afin d'atténuer l'exposition au risque de souscription :

- Un traité de réassurance en quote-part à 100% pour la population transférée par la FNMF en 2002,
- Un traité de réassurance en excédent de plein pour les prêts bancaires,
- Un traité de réassurance en quote-part 75/25 pour les prêts Crédit Coopératif, à compter de mars 2012 (complété par un traité en écrêtement sur la rétention),
- Un traité de réassurance en quote-part 50/50 pour les prêts sociaux,
- Un traité de réassurance en quote-part 50/50 pour les prêts PASS Foncier.

Les engagements techniques des comptes sociaux, en cession en réassurance, se décomposent comme suit :

Engagements techniques, cédés en réassurance (en euros)	*2016*	*2015*
Provision d'assurance vie	1.255.623	1.119.952
Provision pour sinistre à payer vie	1.925.748	2.627.054
Provision pour participation aux excédents	0	0

Engagements techniques, cédés en réassurance (en euros)	*2016*	*2015*
Provision pour égalisation	0	0
Provision pour risque d'exigibilité	0	0
Total des engagements techniques vie	**3.181.371**	**3.747.006**
Provision pour cotisations non acquises non-vie	300.294	390.476
Provision pour sinistre à payer non-vie	3.969.806	3.963.931
Provision mathématique non-vie	12.832.210	13.478.633
Provision pour égalisation	0	0
Provision pour risque d'exigibilité	0	0
Provision pour risque croissant non-vie	129.500	58.700
Provision sur engagement	0	0
Total des engagements techniques non-vie	**17.231.811**	**17.891.740**
Total des engagements techniques vie et non-vie	**20.413.182**	**21.638.746**
Total des engagements techniques en net de réassurance	**14.402.794**	**14.146.400**

Le risque de défaut

Il correspond à l'incapacité éventuelle des contreparties des mutuelles à faire face à leurs engagements :

- Les contreparties bancaires (disponibilités et dépôts bancaires, représentant à l'actif du bilan 19.269.592 euros à fin 2016 contre 17.319.064 euros à fin 2015),
- Le réassureur (part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques, pour 20.413.182 euros à fin 2016 contre 21.638.746 euros à fin 2015),
- Les autres débiteurs.

Afin de maîtriser le risque de défaut, les contreparties dépositaires d'instruments liquides font l'objet de règles et limites décrites dans la politique écrite de gestion du risque d'investissement, conformément au « principe de la personne prudente » énoncé à l'article 132 de la directive Solvabilité 2.

De même, dans une optique de maîtrise du risque, la sécurisation des engagements cédés au réassureur repose sur, d'une part, des nantissements de titres donnés par le réassureur en contrepartie des provisions techniques déposées en ses livres, et d'autre part, des dépôts en espèces. Ainsi, la part des provisions techniques du réassureur relative :

- aux provisions pour cotisations non acquises fait l'objet de dépôts en espèces en les livres des cédantes, se retrouvant au passif de leur bilan dans le poste «dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires»,
- aux autres provisions techniques (provisions pour prestations à payer et provisions mathématiques) est déposée en les livres du réassureur, les mutuelles disposant, en contrepartie, d'un engagement reçu assorti d'un contrat de nantissement.

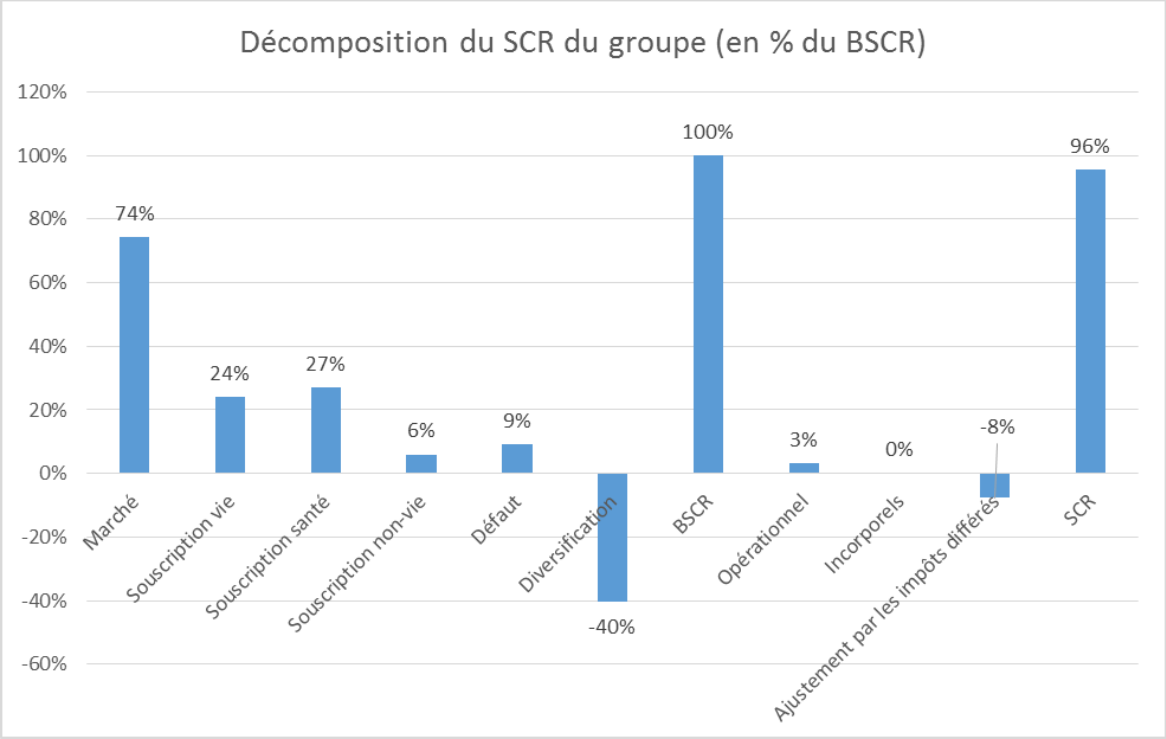
Les risques opérationnels :

Au 31 décembre 2016, le capital de solvabilité requis au titre des risques opérationnels s'élève à 640.210 euros, représentant un part très limitée (3,47%) du capital de solvabilité requis global (SCR).

Le dispositif de contrôle interne est mis en place pour la gestion des risques opérationnels.

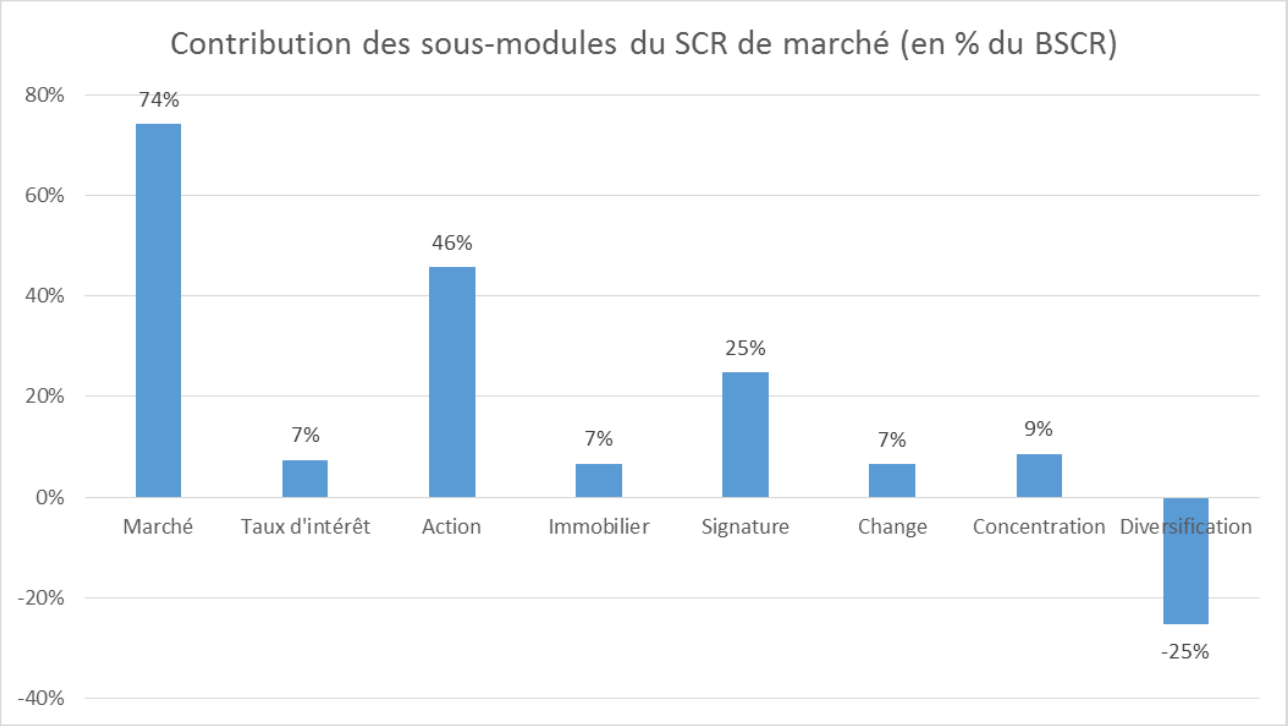
La représentation du profil de risque par le capital de solvabilité requis (SCR):

La décomposition du SCR de l'ensemble de combinaison par modules de risque contribue à mettre en évidence son profil de risque :



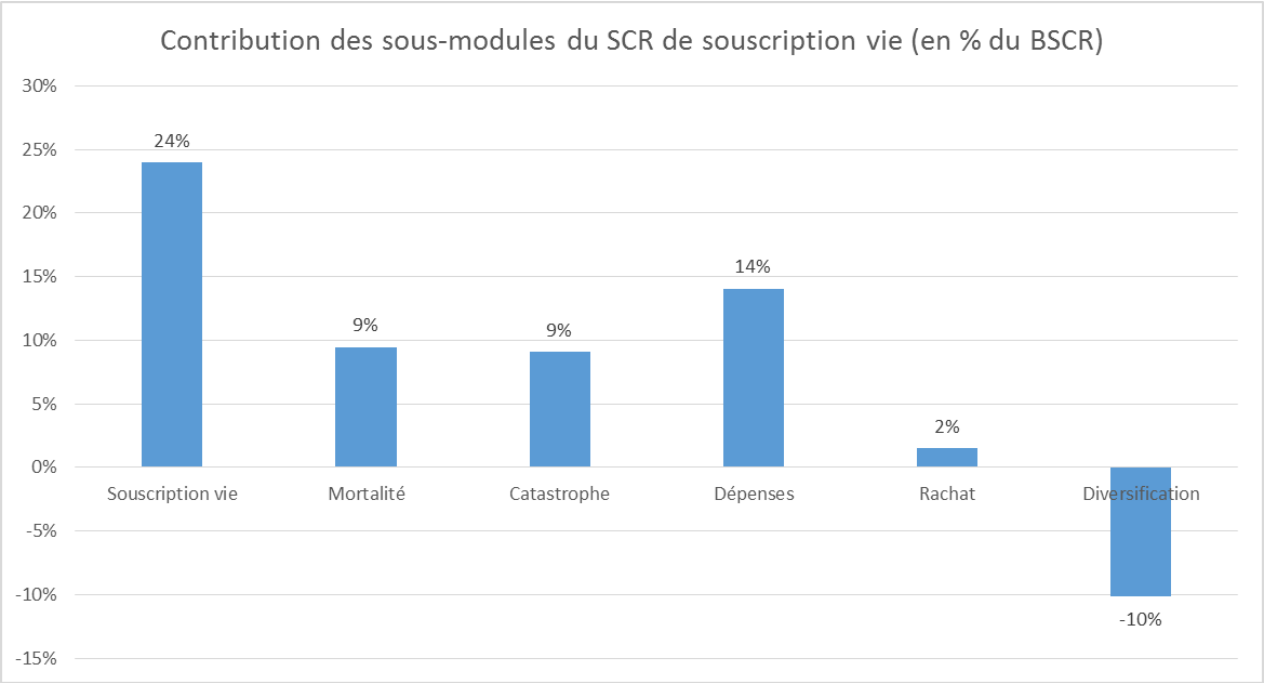
Les principaux risques auxquels l'ensemble de combinaison est exposé sont le risque de marché (74% du SCR de base (BSCR)), le risque de souscription vie (24% du BSCR) et le risque de souscription santé (i.e., incapacité/invalidité) (27% du BSCR).

L'analyse de la contribution des sous-modules de risque du SCR de marché, du SCR de souscription vie et du SCR de souscription santé permet d'affiner la description du profil de risque de l'ensemble de combinaison :

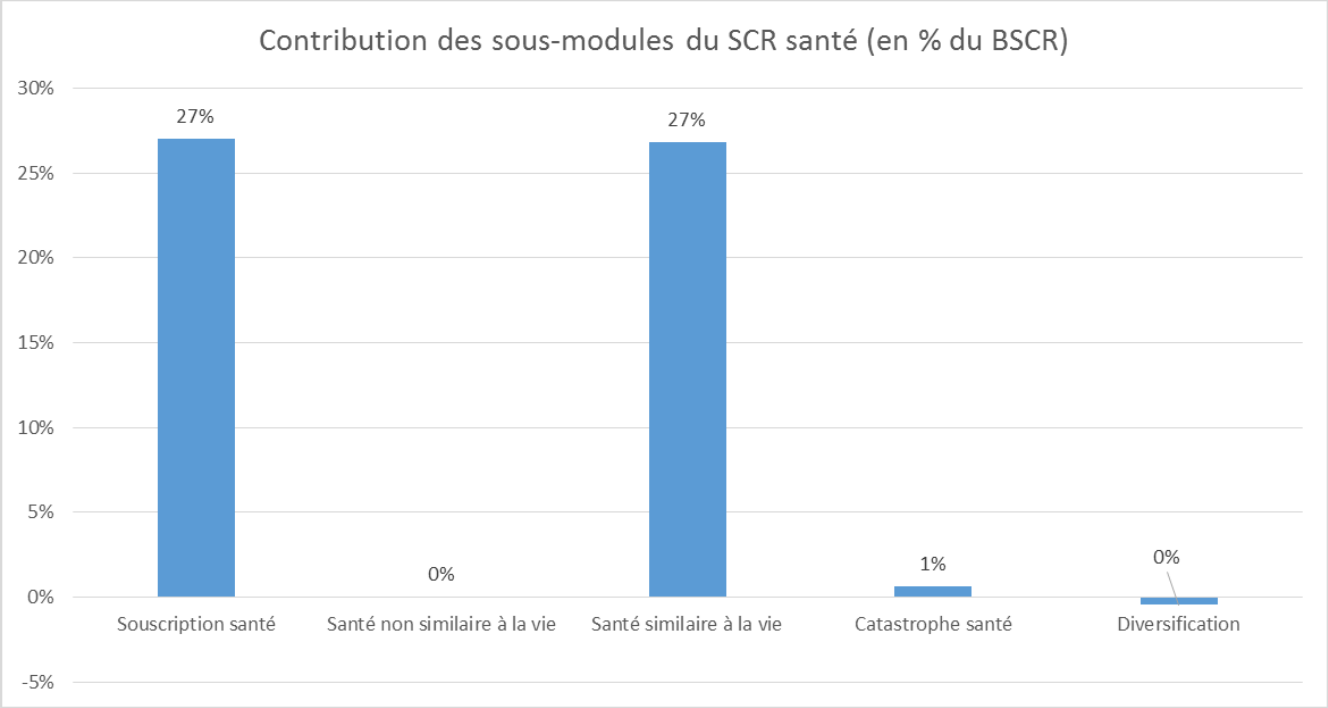


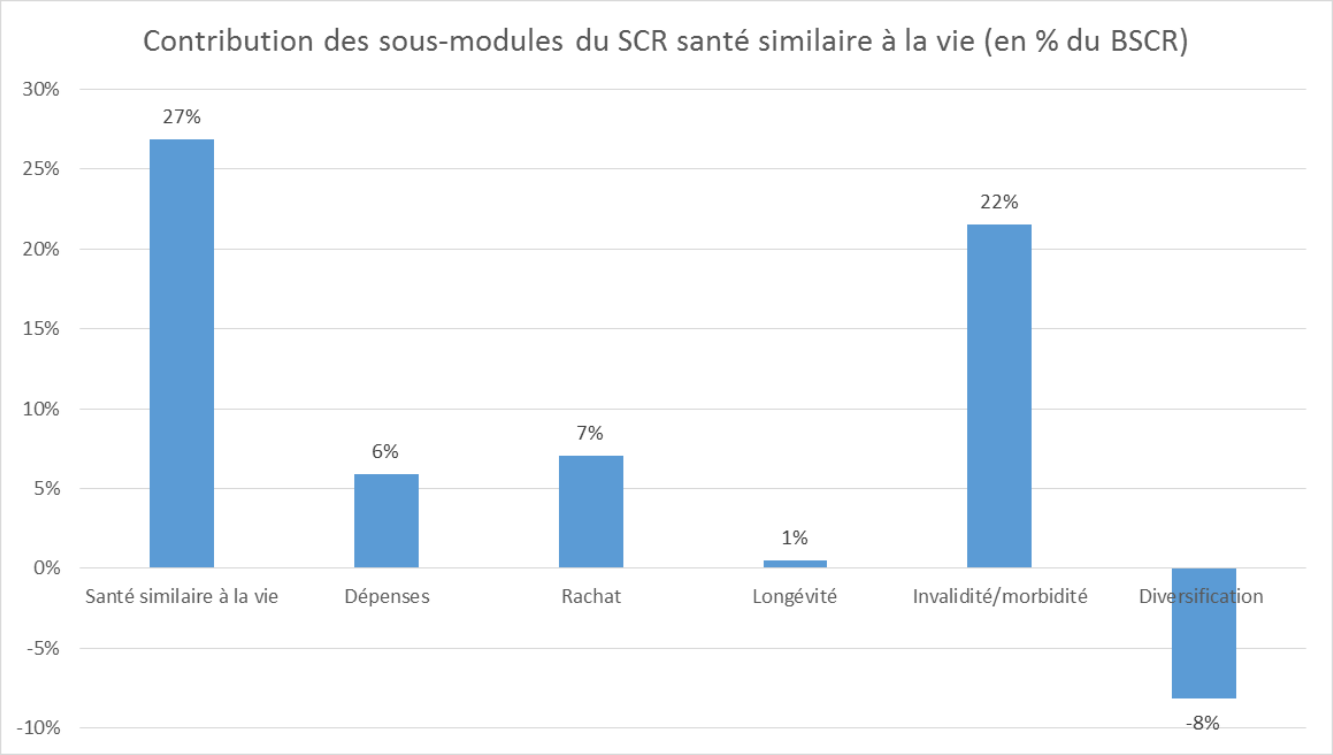
Parmi les risques de marché, les plus impactants sont ceux liés à l'évolution de la valeur de marché des actions et à la variation de la qualité de signature des émetteurs obligataires.

S'agissant de la concentration des risques, le capital de solvabilité requis au titre de ce risque s'élève au 31 décembre 2016 à 1.661.824 euros, représentant une part limitée du capital de solvabilité requis total (8,62% du BSCR). Selon l'application des principes du calcul de ce module de risque, 9 lignes d'expositions en sont à l'origine.



Parmi les risques de souscription vie, les plus impactants sont ceux liés à l'évolution de la mortalité (risque de tendance et d'évènement catastrophique ponctuelle) et des charges d'exploitation.





Parmi les risques de souscription santé (garantie incapacité/invalidité), les plus impactants sont ceux liés à l'évolution tendancielle des taux d'incapacité/invalidité, des rachats (remboursements anticipés), et des charges d'exploitation.

Les autres risques :

Les travaux relatifs à la cartographie des risques majeurs ont conduit à identifier des risques autres que ceux pris en compte dans le SCR et devant être intégrés dans l'analyse du profil de risque de l'ensemble de combinaison.

Ces risques peuvent être :

- quantifiables, ce qui rend possible leur couverture par la mobilisation de capital ;
- peu ou pas mesurables, ce qui rend difficile leur couverture par la mobilisation de capital.

Les autres risques quantifiables identifiés (risques d'inflation, d'évolution de la réglementation, d'évolution de la stratégie bancaire sur les prêts pour l'accession à la propriété) font notamment l'objet, dans le cadre de l'auto-évaluation par l'ensemble de combinaison du besoin global de solvabilité (BGS), d'une mobilisation de capital supplémentaire par rapport au capital réglementaire (SCR).

Les autres risques non quantifiables font l'objet de la mise en place de moyens permettant leur maîtrise. Par exemple :

- la gestion du risque d'illiquidité donne lieu à estimation annuelle d'un matelas de liquidité minimum à détenir pour faire face aux engagements des mutuelles en situation de stress,
- la gestion du risque informatique donne lieu à des sauvegardes quotidiennes pour palier à toute perte de données et à la formalisation d'un plan de continuité d'activité/informatique (PCA/PCI).

4 – La valorisation à des fins de solvabilité

Conformément à l'article 296 du règlement délégué, ce chapitre traite de la valorisation des actifs, des provisions techniques et des autres passifs.

Le bilan économique (Solvabilité 2) au 31 décembre 2016 :

Opérations intragroupes et méthode de combinaison

Sur l'exercice 2016, les deux mutuelles constituant le groupe n'ont procédé à aucune opération intragroupe. En effet, en 2016, les principales caractéristiques de l'ensemble constitué des deux mutuelles sont :

- Cessions en réassurance internes au groupe : néant
- Mouvements d'actifs internes au groupe : néant
- Recensement des risques partagés solidairement : néant
- Apport de fonds interne au groupe : néant
- Engagements reçus et donnés internes au groupe : néant

La méthode de combinaison retenue est celle de l'intégration globale.

Ainsi, chacun des postes du bilan économique du groupe correspond à l'agrégation des postes du bilan économique des deux mutuelles, à l'exception du poste des impôts différés. Pour ces derniers, les écarts entre la valorisation au niveau du groupe et celle effectuée au niveau de chacune des deux mutuelles résultent de l'application du principe de non reconnaissance des actifs d'impôts différés.

Les actifs

Actifs au 31 décembre 2016 (en euros)	Comptes économiques MUTLOG	Comptes économiques MUTLOG Garanties	Comptes économiques Groupe
Goodwill	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Frais d'acquisition différés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Immobilisations incorporelles	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Actifs d'impôts différés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	**48 388 257,1**	**50 501 353,9**	**98 889 611,0**
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	*3 942 612,3*	*1 196 238,3*	*5 138 850,6*
Actions	*4 746 004,0*	*4 882 641,0*	*9 628 645,0*
Obligations	*13 607 286,1*	*14 025 471,4*	*27 632 757,6*
Organismes de placement collectif	*17 367 076,6*	*21 631 886,9*	*38 998 963,5*
Produits dérivés	*0,0*	*6 380,0*	*6 380,0*
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	*8 725 278,1*	*8 758 736,3*	*17 484 014,4*
Autres investissements	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Prêts et prêts hypothécaires	**31 325,1**	**294,2**	**31 619,3**
Avances sur police	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	*31 325,1*	*294,2*	*31 619,3*
Autres prêts et prêts hypothécaires	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	**-2 147 971,0**	**9 230 801,0**	**7 082 830,0**
Non-vie et santé similaire à la non-vie	**0,0**	**-760 900,9**	**-760 900,9**
Non-vie hors santé	*0,0*	*-760 900,9*	*-760 900,9*
Santé similaire à la non-vie	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	**-2 147 971,0**	**9 991 701,9**	**7 843 730,9**
Santé similaire à la vie	*0,0*	*9 991 701,9*	*9 991 701,9*
Vie hors santé, UC et indexés	*-2 147 971,0*	*0,0*	*-2 147 971,0*
Vie UC et indexés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Dépôts auprès des cédantes	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	**1 160 598,4**	**1 298 673,0**	**2 459 271,4**
Créances nées d'opérations de réassurance	**0,0**	**1 000 151,7**	**1 000 151,7**
Autres créances (hors assurance)	**283 647,1**	**425 446,3**	**709 093,4**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**2 390 205,9**	**-206 648,0**	**2 183 557,8**
Actifs corporels d'exploitation	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	**6 445,3**	**3 598,7**	**10 044,0**
Total Actifs	**50 112 507,8**	**62 253 670,8**	**112 366 178,6**

Les passifs

Passifs au 31 décembre 2016 (en euros)	Comptes économiques MUTLOG	Comptes économiques MUTLOG Garanties	Comptes économiques Groupe
Provisions techniques non-vie	**0,0**	**-418 902,8**	**-418 902,8**
Provisions techniques non-vie (hors santé)	**0,0**	**-418 902,8**	**-418 902,8**
Provisions techniques calculées comme un tout	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Meilleure estimation	*0,0*	*-746 467,7*	*-746 467,7*
Marge de risque	*0,0*	*327 564,8*	*327 564,8*
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Provisions techniques calculées comme un tout	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Meilleure estimation	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Marge de risque	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	**9 701 898,9**	**13 031 903,3**	**22 733 802,2**
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	**0,0**	**13 031 903,3**	**13 031 903,3**
Provisions techniques calculées comme un tout	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Meilleure estimation	*0,0*	*9 057 355,7*	*9 057 355,7*
Marge de risque	*0,0*	*3 974 547,7*	*3 974 547,7*
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	**9 701 898,9**	**0,0**	**9 701 898,9**
Provisions techniques calculées comme un tout	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Meilleure estimation	*6 518 953,1*	*0,0*	*6 518 953,1*
Marge de risque	*3 182 945,8*	*0,0*	*3 182 945,8*
Provisions techniques UC et indexés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Provisions techniques calculées comme un tout	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Meilleure estimation	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Marge de risque	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Autres provisions techniques	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Passifs éventuels	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Provisions autres que les provisions techniques	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Dépôts des réassureurs	**375 622,8**	**378 135,5**	**753 758,3**
Passifs d'impôts différés	**982 458,5**	**962 053,3**	**1 550 433,3**
Dettes envers des établissements de crédit	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	**785 878,2**	**0,0**	**785 878,2**
Dettes nées d'opérations de réassurance	**888 829,5**	**454 332,9**	**1 343 162,4**
Autres dettes (hors assurance)	**617 286,5**	**588 795,3**	**1 206 081,8**
Passifs subordonnés	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	**89 212,0**	**397 729,9**	**486 941,8**
Total passifs	**13 441 186,3**	**15 394 047,5**	**28 441 155,3**
Excédent d'actif sur passif (=Fonds propres)	**36 671 321,5**	**46 859 623,3**	**83 925 023,3**

La valorisation des placements :

Dans le bilan économique, les placements sont valorisés à leur valeur de réalisation au 31 décembre 2016. Ils intègrent les intérêts et loyers acquis non échus et l'amortissement des décotes et surcotes obligataires ainsi que les actifs corporels d'exploitation. Pour les actifs immobiliers (immeuble et parts de SCI et SCPI), la valeur de réalisation retenue est celle qui est établie par les expertises quinquennales. Une partie des placements est valorisée à sa valeur comptable lorsque celle-ci est considérée être la meilleure estimation de leur valeur de marché. Il s'agît de la trésorerie, des dépôts et des comptes à terme, des prêts et des actions non cotées.

Dans les comptes sociaux, les placements sont valorisés à la valeur nette comptable. Ils n'intègrent ni les intérêts et loyers courus non échus ni l'amortissement des décotes et surcotes obligataires.

La valorisation des provisions techniques :

Les provisions techniques du bilan économique correspondent à la somme de la meilleure estimation des engagements et de la marge de risque.

La meilleure estimation des engagements est calculée comme la somme actualisée des flux futurs probables liés aux engagements d'assurance, ceux-ci étant projetés jusqu'à leur terme contractuel :

- les cotisations restant à encaisser,
- les prestations à servir dans le futur,
- les frais d'administration, de gestion des prestations et des commissionnements récurrents.

L'actualisation des flux futurs est réalisée à partir de la courbe des taux sans risque (intégrant une correction pour volatilité) publiée par l'EIOPA au 31 décembre 2016.
L'impact de la correction pour volatilité sur les provisions techniques nettes est inférieur à 1%. La mutuelle n'utilise ni l'ajustement égalisateur ni les mesures transitoires concernant le calcul des provisions techniques.

La marge de risque est calculée selon la méthode basée sur la duration des engagements.

Les principales différences de valorisation entre les provisions du bilan économique et des comptes sociaux sont :

- le taux d'actualisation,
- le traitement des bénéfices techniques probables futurs (pris en compte pour la valorisation économique, à la différence de la valorisation des comptes sociaux),
- la méthode de valorisation des provisions pour prestations,
- la marge de risque, qui n'est présente que dans les comptes économiques.

Engagements techniques – normes Solvabilité 2 (en euros)	*2016*	*2015*
Meilleure estimation des engagements	14.829.841	13.544.305
Marge de risque	7.485.058	7.973.135
Total des provisions techniques, en brut de réassurance	**22.314.899**	**21.517.440**
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	7.082.830	7.466.522
Total des provisions techniques, en net de réassurance	**15.232.069**	**14.050.918**

La valorisation des autres actifs et passifs :

Les actifs incorporels sont, par prudence, mis à une valeur nulle dans le bilan économique.

Les postes de bas de bilan sont valorisés dans le bilan économique à leur valeur comptable au 31 décembre 2016, celle-ci étant supposée être la meilleure estimation de leur valeur de marché.

Dans le bilan économique, les intérêts et loyers acquis non échus et l'amortissement des décotes et surcotes obligataires sont intégrés dans les placements pour leur valeur comptable. Dans les comptes sociaux, ces éléments sont comptabilisés dans les comptes de régularisation à l'actif et au passif. Les actifs corporels d'exploitation, classés en autres actifs dans les comptes sociaux, sont intégrés aux placements dans le bilan économique.

La valorisation des impôts différés :

Depuis le 1er janvier 2012, les mutuelles sont entrées dans le champ de l'impôt sur les sociétés de droit commun, des impôts différés sont donc calculés dans le bilan économique.
Les écarts entre la valeur fiscale et la valeur de marché de certains postes du bilan impliquent la constatation d'impôts différés dans le bilan économique.

Ces écarts de valorisation peuvent concerner les placements, les provisions techniques et les actifs incorporels.

Les impôts différés sont calculés en appliquant à ces écarts de valorisation le taux d'imposition auquel les mutuelles sont soumises (33,33%).

Les actifs d'impôts différés ne sont – par hypothèse - pas reconnus dans le cadre de la valorisation au 31 décembre 2016.

5 – La gestion du capital

Conformément à l'article 297 du règlement délégué, ce chapitre traite de la gestion des fonds propres.

Les fonds propres économiques au 31 décembre 2016 :

Les fonds propres au 31 décembre 2016 ne contiennent pas d'éléments de fonds propres auxiliaires. Ils sont tous classés en tier 1 (niveau de classification sans restriction pour la couverture des exigences de capital). L'ensemble de combinaison n'envisage pas de lever des fonds propres externes.

Les fonds propres économiques s'élèvent à 83.925.023 euros au 31 décembre 2016 (83.080.348 euros au 31 décembre 2015). La différence avec les fonds propres comptables s'explique par les différences de valorisation entre les comptes sociaux et économiques.

De par leur nature, la totalité des fonds propres est admise à la couverture des exigences réglementaires de capital, à savoir le capital de solvabilité requis (SCR) et le minimum de capital requis (MCR).

Les exigences réglementaires de capital :

L'ensemble de combinaison utilise le modèle standard prévu par la règlementation pour valoriser le capital de solvabilité requis (SCR) et le minimum de capital requis (MCR), sans utiliser de paramètres spécifiques (USP).

Le capital de solvabilité requis (SCR)

Au 31 décembre 2016, les résultats de la formule standard par modules et sous-modules du SCR sont les suivants :

Composition SCR – formule standard (en €)	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015	Variations
Risque de marché (1)	**14.325.735**	**11.641.429**	**+2.684.306**
Risque de taux d'intérêt	*1.429.301*	*2.474.694*	*-1.045.393*
Risque action	*8.809.511*	*6.620.806*	*+2.188.705*
Risque immobilier	*1.288.580*	*1.282.684*	*+5.896*
Risque de signature	*4.785.946*	*4.164.557*	*+621.389*
Risque de change	*1.254.981*	*592.702*	*+662.279*
Risque de concentration	*1.661.824*	*1.572.995*	*+88.829*
Effet de diversification module marché	*-4.904.408*	*-5.067.009*	*+162.600*
Risque de souscription vie (2)	**4.625.615**	**4.679.233**	**-53.618**
Risque de mortalité	*1.826.972*	*1.888.162*	*-61.190*
Risque de catastrophe	*1.757.704*	*1.791.120*	*-33.416*
Risque de dépenses	*2.713.714*	*2.757.881*	*-44.167*
Risque de rachat	*292.215*	*195.280*	*+96.935*
Risque de longévité	-	-	-
Risque d'invalidité/morbidité	-	-	-
Risque de révision	-	-	-
Effet de diversification module vie	*-1.954.990*	*-1.953.210*	*-1.780*

Composition SCR – formule standard (en €)	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015	Variations
Risque de souscription santé (3)	**5.204.919**	**5.638.813**	**-433.894**
Risque santé non similaire à la vie	**-**	**-**	**-**
Risque santé similaire à la vie	***5.172.997***	***5.603.604***	***-430.607***
Risque de mortalité	-	-	-
Risque de dépenses	*1.136.282*	*1.251.782*	*-115.500*
Risque de rachat	*1.359.287*	*2.000.975*	*-641.388*
Risque de longévité	*98.414*	*107.760*	*-9.346*
Risque d'invalidité/morbidité	*4.150.513*	*4.224.840*	*-74.327*
Risque de révision	-	-	-
Effet de diversification module santé vie	*-1.571.799*	*-1.981.754*	*+409.955*
Risque de catastrophe santé	***122.298***	***134.794***	***-12.496***
Effet de diversification module santé	***-90.376***	***-99.585***	***+9.209***
Risque de souscription non-vie (4)	**1.156.085**	**1.377.201**	**-221.116**
Risque de prime et de réserve	*1.011.066*	*1.377.201*	*-366.135*
Risque de rachat	*44.409*	*0*	*+44.409*
Risque de catastrophe	*359.504*	-	*+359.504*
Effet de diversification module non-vie	*-259.494*	*0*	*-259.494*
Risque de défaut de contreparties (5)	**1.742.053**	**3.012.624**	**-1.270.571**
Effet de diversification entre modules (6)	-7.770.376	-8.497.660	+727.284
BSCR (7) = 1+2+3+4+5+6	**19.284.031**	**17.851.640**	**+1.432.391**
Risque opérationnel (8)	640.210	695.150	-54.940
Incorporels (9)	-	-	-
Ajustement par les impôts différés (10)	-1.476.987	-1.425.584	-51.403
SCR = 7+8+9+10	**18.447.254**	**17.121.207**	**+1.326.047**

Au 31 décembre 2016, le SCR s'élève à 18.447.254 euros.

L'évolution du SCR (+8% entre 2016 et 2015) s'explique essentiellement par la hausse du SCR de marché, passant de 11.641.429 € à fin 2015 à 14.325.735 € à fin 2016 (soit une progression de 23%), qui résulte de la hausse de la part des actions dans l'allocation d'actifs. Le SCR actions progresse entre 2015 et 2016 de 6.620806 € à 8.809.511 €, soit une hausse de 33%.

Le minimum de capital requis (MCR)

Au 31 décembre 2016, le MCR s'élève à 7.400.000 euros (7.400.000 euros au 31 décembre 2015).

Les ratios de solvabilité :

Au 31 décembre 2016, les éléments de solvabilité sont :

En €	2016	2015	Variations	% de variations
Fonds propres économiques	83.925.023	83.080.348	+844.675	+1,02%
Capital de solvabilité requis (SCR)	18.447.254	17.121.207	+1.326.047	+7,75%
Minimum de capital requis (MCR)	7.400.000	7.400.000	0	+0,00%
Couverture du SCR	**455%**	**485%**		
Couverture du MCR	**1.134%**	**1.123%**		

Les transactions intragroupes :

Les conseils d'administration du 27 avril 2017 ont décidé de la mise en place, à effet au 1er janvier 2018, d'une convention de solidarité financière réciproque entre MUTLOG et MUTLOG Garanties. Sur l'exercice 2016 et antérieurs, les deux mutuelles constituant l'ensemble de combinaison étaient autonomes financièrement l'une vis-à-vis de l'autre.

La gestion des fonds propres sur l'horizon du plan d'activité :

L'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (EIRS), menée en 2016, fournit une évaluation prospective – sur l'horizon du plan d'activité – des fonds propres économiques et du besoin global de solvabilité (BGS), dans plusieurs scénarii :

- un scénario espéré, favorable en termes d'activité et de performances,
- un scénario alternatif, fondé sur des hypothèses dégradées d'activité et de performances,
- des scénarii de stress, correspondant au scénario alternatif couplé à des chocs définis en cohérence avec le profil de risque de l'ensemble de combinaison.

Les différents scénarii utilisés permettent de constater la solidité de la solvabilité de l'ensemble de combinaison, dans la mesure où le besoin global de solvabilité (BGS), tout comme les exigences réglementaires de capital (SCR, MCR), sont couverts par les fonds propres sur l'horizon du plan stratégique.

6 – Annexes : états financiers Solvabilité 2

S.02.01.01.01

Balance sheet

		Solvency II value	Statutory accounts
		C0010	C0020
Assets			
Goodwill	R0010		0,000
Deferred acquisition costs	R0020		0,000
Intangible assets	R0030	0,000	42,000
Deferred tax assets	R0040	0,000	0,000
Pension benefit surplus	R0050	0,000	0,000
Property, plant & equipment held for own use	R0060	0,000	0,000
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	98889611,000	93405630,891
Property (other than for own use)	R0080	5138850,600	3418418,811
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	0,000	0,000
Equities	R0100	9628645,000	9423668,440
Equities - listed	R0110	7407763,300	7205562,940
Equities - unlisted	R0120	2220881,800	2218105,500
Bonds	R0130	27632757,600	24575323,030
Government Bonds	R0140	2354370,000	2068557,390
Corporate Bonds	R0150	24538787,500	21706765,640
Structured notes	R0160	739600,000	800000,000
Collateralised securities	R0170	0,000	0,000
Collective Investments Undertakings	R0180	38998963,500	38902185,820
Derivatives	R0190	6379,900	0,010
Deposits other than cash equivalents	R0200	17484014,400	17086034,780
Other investments	R0210	0,000	0,000
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	0,000	0,000
Loans and mortgages	R0230	31619,300	31619,310
Loans on policies	R0240	0,000	0,000
Loans and mortgages to individuals	R0250	31619,300	31619,310
Other loans and mortgages	R0260	0,000	0,000
Reinsurance recoverables from:	R0270	7082830,000	19661560,000
Non-life and health similar to non-life	R0280	-760900,900	555263,060
Non-life excluding health	R0290	-760900,900	555263,060
Health similar to non-life	R0300	0,000	0,000
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	7843730,900	19106296,940
Health similar to life	R0320	9991701,900	16300548,790
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	-2147971,000	2805748,150
Life index-linked and unit-linked	R0340	0,000	0,000
Deposits to cedants	R0350	0,000	0,000
Insurance and intermediaries receivables	R0360	2459271,400	2459271,410
Reinsurance receivables	R0370	1000151,700	1000151,670
Receivables (trade, not insurance)	R0380	709093,400	709093,350
Own shares (held directly)	R0390	0,000	0,000
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400	0,000	0,000
Cash and cash equivalents	R0410	2183557,800	2183557,820
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	10044,000	1410724,630
Total assets	R0500	112366178,600	120861609,081

Liabilities			
Technical provisions – non-life	**R0510**	-418902,800	808685,720
Technical provisions – non-life (excluding health)	**R0520**	-418902,800	808685,720
Technical provisions calculated as a whole	**R0530**	0,000	0
Best Estimate	**R0540**	-746467,700	0
Risk margin	**R0550**	327564,800	0
Technical provisions - health (similar to non-life)	**R0560**	0,000	0,000
Technical provisions calculated as a whole	**R0570**	0,000	0
Best Estimate	**R0580**	0,000	0
Risk margin	**R0590**	0,000	0
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	**R0600**	22733802,200	32289209,250
Technical provisions - health (similar to life)	**R0610**	13031903,300	20172575,240
Technical provisions calculated as a whole	**R0620**	0,000	0
Best Estimate	**R0630**	9057355,700	0
Risk margin	**R0640**	3974547,700	0
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	**R0650**	9701898,900	12116634,010
Technical provisions calculated as a whole	**R0660**	0,000	0
Best Estimate	**R0670**	6518953,100	0
Risk margin	**R0680**	3182945,800	0
Technical provisions – index-linked and unit-linked	**R0690**	0,000	0,000
Technical provisions calculated as a whole	**R0700**	0,000	0
Best Estimate	**R0710**	0,000	0
Risk margin	**R0720**	0,000	0
Other technical provisions	**R0730**		0,000
Contingent liabilities	**R0740**	0,000	0,000
Provisions other than technical provisions	**R0750**	0,000	0,000
Pension benefit obligations	**R0760**	0,000	0,000
Deposits from reinsurers	**R0770**	753758,300	753758,330
Deferred tax liabilities	**R0780**	1550433,300	0,000
Derivatives	**R0790**	0,000	0,000
Debts owed to credit institutions	**R0800**	0,000	0,000
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	**R0810**	0,000	0,000
Insurance & intermediaries payables	**R0820**	785878,200	785878,200
Reinsurance payables	**R0830**	1343162,400	1343162,380
Payables (trade, not insurance)	**R0840**	1206081,800	1206081,800
Subordinated liabilities	**R0850**	0,000	0,000
Subordinated liabilities not in Basic Own Funds	**R0860**	0,000	0,000
Subordinated liabilities in Basic Own Funds	**R0870**	0,000	0,000
Any other liabilities, not elsewhere shown	**R0880**	486941,800	586275,670
Total liabilities	**R0900**	28441155,300	37773051,350
Excess of assets over liabilities	**R1000**	83925023,300	83088557,731

S.05.01.01

Premiums, claims and expenses by line of business

S.05.01.01.01

Non-Life (direct business/accepted proportional reinsurance and accepted non-proportional reinsurance)

		Line of Business for: non-life insurance and reinsurance obligations (direct business and accepted proportional reinsurance)											
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance	Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120
Premiums written													
Gross - Direct Business	R0110	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	846806,180
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130												
Reinsurers' share	R0140	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	484721,330
Net	R0200	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	362084,850
Premiums earned													
Gross - Direct Business	R0210	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	898760,280
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230												
Reinsurers' share	R0240	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	502371,780
Net	R0300	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	396388,500
Claims incurred													
Gross - Direct Business	R0310	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	313392,310
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330												
Reinsurers' share	R0340	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	225403,630
Net	R0400	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	87988,680
Changes in other technical provisions													
Gross - Direct Business	R0410	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	60810,330
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non- proportional reinsurance accepted	R0430												
Reinsurers'share	R0440	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	57413,000
Net	R0500	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	3397,330
Expenses incurred	R0550	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	372851,870
Administrative expenses													
Gross - Direct Business	R0610	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	255079,330
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0620	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0630												
Reinsurers' share	R0640	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R0700	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	255079,330
Investment management expenses													
Gross - Direct Business	R0710	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0720	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0730												
Reinsurers' share	R0740	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R0800	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Claims management expenses													
Gross - Direct Business	R0810	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	60522,190
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0820	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0830												
Reinsurers' share	R0840	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R0900	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	60522,190
Acquisition expenses													
Gross - Direct Business	R0910	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	103565,630
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0920	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0930												
Reinsurers' share	R0940	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	46315,280
Net	R1000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	57250,350
Overhead expenses													
Gross - Direct Business	R1010	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Proportional reinsurance accepted	R1020	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R1030												
Reinsurers' share	R1040	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R1100	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Other expenses	R1200												
Total expenses	R1300												

Line of business for: accepted non-proportional				Total
Health	Casualty	Marine, aviation, transport	Property	
C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
				846806,180
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	484721,330
0,000	0,000	0,000	0,000	362084,850
				898760,280
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	502371,780
0,000	0,000	0,000	0,000	396388,500
				313392,310
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	225403,630
0,000	0,000	0,000	0,000	87988,680
				60810,330
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	57413,000
0,000	0,000	0,000	0,000	3397,330
0,000	0,000	0,000	0,000	372851,870
				255079,330
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	255079,330
				0,000
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
				60522,190
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	60522,190
				103565,630
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	46315,280
0,000	0,000	0,000	0,000	57250,350
				0,000
				0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
				0,000
				372851,870

S.05.01.01.02

Life

		Line of Business for: life insurance obligations						Life reinsurance obligations		Total
		Health insurance	Insurance with profit participation	Index-linked and unit-linked insurance	Other life insurance	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to health insurance obligations	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to insurance obligations other than health insurance obligations	Health reinsurance	Life-reinsurance	
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Premiums written										
Gross	R1410	5837743,380	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5837743,380
Reinsurers' share	R1420	3727747,490	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	3727747,490
Net	R1500	2109995,890	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2109995,890
Premiums earned										
Gross	R1510	6053189,130	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	6053189,130
Reinsurers' share	R1520	3800279,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	3800279,000
Net	R1600	2252910,130	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2252910,130
Claims incurred										
Gross	R1610	0,000	0,000	0,000	4710794,740	0,000	0,000	0,000	0,000	4710794,740
Reinsurers' share	R1620	0,000	0,000	0,000	3582311,730	0,000	0,000	0,000	0,000	3582311,730
Net	R1700	0,000	0,000	0,000	1128483,010	0,000	0,000	0,000	0,000	1128483,010
Changes in other technical provisions										
Gross	R1710	-471941,180	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-471941,180
Reinsurers' share	R1720	-633035,610	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-633035,610
Net	R1800	161094,430	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	161094,430
Expenses incurred	R1900	0,000	0,000	0,000	1988556,850	0,000	0,000	0,000	0,000	1988556,850
Administrative expenses										
Gross	R1910	0,000	0,000	0,000	1058921,660	0,000	0,000	0,000	0,000	1058921,660
Reinsurers' share	R1920	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R2000	0,000	0,000	0,000	1058921,660	0,000	0,000	0,000	0,000	1058921,660
Investment management expenses										
Gross	R2010	0,000	0,000	0,000	26382,950	0,000	0,000	0,000	0,000	26382,950
Reinsurers' share	R2020	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R2100	0,000	0,000	0,000	26382,950	0,000	0,000	0,000	0,000	26382,950
Claims management expenses										
Gross	R2110	0,000	0,000	0,000	286495,110	0,000	0,000	0,000	0,000	286495,110
Reinsurers' share	R2120	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R2200	0,000	0,000	0,000	286495,110	0,000	0,000	0,000	0,000	286495,110
Acquisition expenses										
Gross	R2210	0,000	0,000	0,000	964624,790	0,000	0,000	0,000	0,000	964624,790
Reinsurers' share	R2220	0,000	0,000	0,000	348456,920	0,000	0,000	0,000	0,000	348456,920
Net	R2300	0,000	0,000	0,000	616167,870	0,000	0,000	0,000	0,000	616167,870
Overhead expenses										
Gross	R2310	0,000	0,000	0,000	589,260	0,000	0,000	0,000	0,000	589,260
Reinsurers' share	R2320	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Net	R2400	0,000	0,000	0,000	589,260	0,000	0,000	0,000	0,000	589,260
Other expenses	R2500									0,000
Total expenses	R2600									1988556,850
Total amount of surrenders	R2700	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

S.22.01.04.01

Impact of long term guarantees and transitional measures

		Amount with Long Term Guarantee measures and transitionals	Impact of the LTG measures and transitionals (Step-by-step approach)								
			Without transitional on technical provisions	Impact of transitional on technical provisions	Without transitional on interest rate	Impact of transitional on interest rate	Without volatility adjustment and without other transitional measures	Impact of volatility adjustment set to zero	Without matching adjustment and without all the others	Impact of matching adjustment set to zero	Impact of all LTG measures and transitionals
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Technical provisions	R0010	7747011,100	7747011,100	0,000	7747011,100	0,000	7786869,438	39858,338	7786869,438	0,000	39858,338
Basic own funds	R0020	83925023,300	83925023,300	0,000	83925023,300	0,000	83885164,960	-39858,340	83885164,960	0,000	-39858,340
Excess of assets over liabilities	R0030	83925023,300	83925023,300	0,000	83925023,300	0,000	83885164,960	-39858,340	83885164,960	0,000	-39858,340
Restricted own funds due to ring-fencing and matching portfolio	R0040	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Eligible own funds to meet Solvency Capital Requirement	R0050	83925023,300	83925023,300	0,000	83925023,300	0,000	83885164,960	-39858,340	83885164,960	0,000	-39858,340
Tier 1	R0060	83925023,300	83925023,300	0,000	83925023,300	0,000	83885164,960	-39858,340	83885164,960	0,000	-39858,340
Tier 2	R0070	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Tier 3	R0080	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Solvency Capital Requirement	R0090	18447254,000	18447254,000	0,000	18447254,000	0,000	18496000,000	48746,000	18496000,000	0,000	48746,000

S.23.01.04.01

Own funds

		Total	Tier 1 - unrestricted	Tier 1 - restricted	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	0,000	0,000		0,000	
Non-available called but not paid in ordinary share capital at group level	R0020	0,000	0,000		0,000	
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	0,000	0,000		0,000	
Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040	8050000,000	8050000,000		0,000	
Subordinated mutual member accounts	R0050	0,000		0,000	0,000	0,000
Non-available subordinated mutual member accounts at group level	R0060	0,000		0,000	0,000	0,000
Surplus funds	R0070	0,000	0,000			
Non-available surplus funds at group level	R0080	0,000	0,000			
Preference shares	R0090	0,000		0,000	0,000	0,000
Non-available preference shares at group level	R0100	0,000		0,000	0,000	0,000
Share premium account related to preference shares	R0110	0,000		0,000	0,000	0,000
Non-available share premium account related to preference shares at group level	R0120	0,000		0,000	0,000	0,000
Reconciliation reserve	R0130	75875023,300	75875023,300			
Subordinated liabilities	R0140	0,000		0,000	0,000	0,000
Non-available subordinated liabilities at group level	R0150	0,000		0,000	0,000	0,000
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160	0,000				0,000
The amount equal to the value of net deferred tax assets not available at the group level	R0170	0,000				0,000
Other items approved by supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Non available own funds related to other own funds items approved by supervisory authority	R0190	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Minority interests (if not reported as part of a specific own fund item)	R0200	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Non-available minority interests at group level	R0210	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220	0,000				
Deductions						
Deductions for participations in other financial undertakings, including non-regulated undertakings carrying out financial activities	R0230	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
whereof deducted according to art 228 of the Directive 2009/138/EC	R0240	0,000	0,000	0,000	0,000	
Deductions for participations where there is non-availability of information (Article 229)	R0250	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Deduction for participations included by using D&A when a combination of methods is used	R0260	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Total of non-available own fund items	R0270	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Total deductions	R0280	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Total basic own funds after deductions	R0290	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	0,000

Ancillary own funds						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	**R0300**	0,000			0,000	
Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand	**R0310**	0,000			0,000	
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	**R0320**	0,000			0,000	0,000
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	**R0330**	0,000			0,000	0,000
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	**R0340**	0,000			0,000	
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	**R0350**	0,000			0,000	0,000
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	**R0360**	0,000			0,000	
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	**R0370**	0,000			0,000	0,000
Non available ancillary own funds at group level	**R0380**	0,000			0,000	0,000
Other ancillary own funds	**R0390**	0,000			0,000	0,000
Total ancillary own funds	**R0400**	0,000			0,000	0,000
Own funds of other financial sectors						
Credit Institutions, investment firms, financial insitutions, alternative investment fund manager, financial institutions	**R0410**	0,000	0,000	0,000	0,000	
Institutions for occupational retirement provision	**R0420**	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Non regulated entities carrying out financial activities	**R0430**	0,000	0,000	0,000	0,000	
Total own funds of other financial sectors	**R0440**	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Own funds when using the D&A, exclusively or in combination of method 1						
Own funds aggregated when using the D&A and combination of method	**R0450**	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Own funds aggregated when using the D&A and combination of method net of IGT	**R0460**	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Total available own funds to meet the consolidated group SCR (excluding own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	**R0520**	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	0,000
Total available own funds to meet the minimum consolidated group SCR	**R0530**	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	
Total eligible own funds to meet the consolidated group SCR (excluding own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	**R0560**	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	0,000
Total eligible own funds to meet the minimum consolidated group SCR	**R0570**	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	
Consolidated Group SCR	**R0590**	18447254,000				
Minimum consolidated Group SCR	**R0610**	7400000,000				
Ratio of Eligible own funds to the consolidated Group SCR (excluding other financial sectors and the undertakings included via D&A)	**R0630**	454,95%				
Ratio of Eligible own funds to Minimum Consolidated Group SCR	**R0650**	1134,12%				
Total eligible own funds to meet the group SCR (including own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	**R0660**	83925023,300	83925023,300	0,000	0,000	0,000
SCR for entities included with D&A method	**R0670**	0,000				
Group SCR	**R0680**	18447254,000				
Ratio of Eligible own funds to group SCR including other financial sectors and the undertakings included via D&A	**R0690**	454,95%				

S.23.01.04.02

Reconciliation reserve

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	**R0700**	83925023,300
Own shares (included as assets on the balance sheet)	**R0710**	0,000
Forseeable dividends, distributions and charges	**R0720**	0,000
Other basic own fund items	**R0730**	8050000,000
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	**R0740**	0,000
Other non available own funds	**R0750**	0,000
Reconciliation reserve	**R0760**	75875023,300
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	**R0770**	4061035,880
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	**R0780**	117763,360
Total EPIFP	**R0790**	4178799,240

S.25.01.04.01

Basic Solvency Capital Requirement

		Net solvency capital requirement	Gross solvency capital requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios
		C0030	C0040	C0050
Market risk	**R0010**	14325735,370	14325735,370	0,000
Counterparty default risk	**R0020**	1742052,900	1742052,900	0,000
Life underwriting risk	**R0030**	4625615,000	4625615,000	0,000
Health underwriting risk	**R0040**	5204919,000	5204919,000	0,000
Non-life underwriting risk	**R0050**	1156085,000	1156085,000	0,000
Diversification	**R0060**	-7770376,200	-7770376,200	
Intangible asset risk	**R0070**	0,000	0,000	
Basic Solvency Capital Requirement	**R0100**	19284031,099	19284031,099	

S.25.01.04.02

Calculation of Solvency Capital Requirement

		Value
		C0100
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	0,000
Operational risk	R0130	640210,000
Loss-absorbing capacity of technical provisions	R0140	0,000
Loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0150	-1476987,100
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC	R0160	0,000
Solvency Capital Requirement excluding capital add-on	R0200	18447254,000
Capital add-ons already set	R0210	0,000
Solvency capital requirement for undertakings under consolidated method	R0220	18447254,000
Other information on SCR		
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	0,000
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	0,000
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds	R0420	0,000
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for matching adjustment portfolios	R0430	0,000
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	0,000
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0450	4 - No adjustment
Net future discretionary benefits	R0460	0,000
Minimum consolidated group solvency capital requirement	R0470	7400000,000
Information on other entities		
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements)	R0500	0,000
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Credit institutions, investment firms and financial institutions, alternative investment funds managers, UCITS management companies	R0510	0,000
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Institutions for occupational retirement provisions	R0520	0,000
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Capital requirement for non- regulated entities carrying out financial activities	R0530	0,000
Capital requirement for non-controlled participation requirements	R0540	0,000
Capital requirement for residual undertakings	R0550	0,000
Overall SCR		
SCR for undertakings included via D and A	R0560	0,000
Solvency capital requirement	R0570	18447254,000

S.32.01.04.01

Undertakings in the scope of the group

Identification code of the undertaking	Country	Legal Name of the undertaking	Type of undertaking	Legal form	Category (mutual/non mutual)	Supervisory Authority
C0020	C0010	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080
LEI/969500N48BV9MPSP5182	FRANCE	MUTLOG	1 - Life insurance undertaking	Mutuelle	1 - Mutual	ACPR
LEI/969500SOV6U08S8A1F91	FRANCE	MUTLOG Garanties	2 - Non life insurance undertaking	Mutuelle	1 - Mutual	ACPR

Ranking criteria (in the group currency)							
Total Balance Sheet (for (re)insurance undertakings)	Total Balance Sheet (for other regulated undertakings)	Total Balance Sheet (non-regulated undertakings)	Written premiums net of reinsurance ceded under IFRS or local GAAP for (re)insurance undertakings	Turn over defined as the gross revenue under IFRS or local GAAP for other types of undertakings or insurance holding companies	Underwriting performance	Investment performance	Total performance
C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160
52942900,16	0,00	0,00	3521349,06	9277997,65	-917729,82	1389276,00	173639,27
68946737,49	0,00	0,00	2649298,59	6951949,37	356461,80	1369320,00	1066174,04

Criteria of influence						Inclusion in the scope of Group supervision		Group solvency calculation
% capital share	% used for the establishment of accounting consolidated accounts	% voting rights	Other criteria	Level of influence	Proportional share used for group solvency calculation	Yes/No	Date of decision if art. 214 is applied	Method used and under method 1, treatment of the undertaking
C0180	**C0190**	**C0200**	**C0210**	**C0220**	**C0230**	**C0240**	**C0250**	**C0260**
100,00%	0,00%	100,00%	0	1 - Dominant	0,00%	1 - Included in the scope		1 - Method 1: Full consolidation
100,00%	0,00%	100,00%	0	1 - Dominant	0,00%	1 - Included in the scope		1 - Method 1: Full consolidation

S.35.01.04.01

Technical Provisions: Contribution to group TP

Identification code of the undertaking	Method of group solvency calculation used	Total amount of TP		Technical Provisions - Non-Life (excluding Health)			Technical Provisions - Health (similar to non-life)		
		Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Net contribution to Group TP (%)	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Net contribution to Group TP (%)
C0020	**C0040**	**C0050**	**C0060**	**C0070**	**C0080**	**C0090**	**C0100**	**C0110**	**C0120**
LEI/969500N48BV9MPSP5182	1 - Method 1	9701898,90	9701898,90	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00
LEI/969500SOV6U08S8A1F91	1 - Method 1	12613000,50	12613000,50	-418902,80	-418902,80	-1,88%	0,00	0,00	0,00

Technical Provisions - Health (similar to life)			Technical Provisions - Life (excluding health and index-linked and unit-linked)			Technical Provisions - Index-linked and unit-linked insurance			Transitional on Technical Provisions		LTG measures and transitionals - Technical Provisions subject to Transitional on Risk Free Rate	LTG measures and transitionals - Technical Provisions subject to Volatility Adjustment	LTG measures and transitionals - Technical Provisions subject to Matching Adjustment
Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Net contribution to Group TP (%)	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Net contribution to Group TP (%)	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Net contribution to Group TP (%)	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP net of IGT	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP gross of IGT	Amount of TP gross of IGT
C0130	**C0140**	**C0150**	**C0160**	**C0170**	**C0180**	**C0190**	**C0200**	**C0210**	**C0220**	**C0230**	**C0240**	**C0250**	**C0260**
0,00	0,00	0,00	9701898,90	9701898,90	43,48%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8666924,10	0,00
13031903,30	13031903,30	58,40%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-919913,00	0,00